

Aspects de la question agraire actuelle



Par **Mario José de Lima**, de l'État de l'Acre, professeur du Département d'Économie de l'Université Catholique de São Paulo (PUC-SP)

Source : *Adital* – 29/12/2007 – **Texte original :**
<http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=PT&cod=31176>

Traduction : Véronique Lucas pour *Autres Brésils*

La question agraire contemporaine s'inscrit dans le cadre plus général de la liquidation de la production paysanne par l'agrobusiness à l'échelle mondiale. Le système agroalimentaire du Tiers-Monde est en train d'être pénétré par les grandes entreprises de manière oppressive, tandis que le processus de concentration et de centralisation de capitaux s'intensifie dans l'agriculture du Tiers-Monde. Le signe évident des effets de ce processus est l'intensification des flux migratoires qui augmente le taux d'urbanisation de manière généralisée. La majorité des populations, encore rurales il y a peu, forme aujourd'hui des villes incomplètes, invivables, marquées par l'exclusion sociale et par la misère.

Parallèlement à la destruction de la paysannerie en tant que moyen de production d'aliments, d'autres moyens de production se mettent en place à une échelle gigantesque. D'une manière un peu plus évidente chaque jour, le système de production alimentaire se fonde sur de grandes exploitations agricoles, ravitaillées en semences, fertilisants, tracteurs et en carburant par des grandes entreprises industrielles ainsi que par de grandes firmes chargées de la transformation, de l'emballage et de la distribution des aliments. Dans le même temps, les conditions productives capitalistes nous confrontent d'un côté à la réalité paradoxale d'une croissance intense et rapide de la production d'aliments et le maintien de la surproduction constante (relative aux marchés et à la distribution des revenus). De



l'autre côté, cela s'accompagne de la croissance de l'exclusion sociale et donc, de la faim.

A la suite des efforts de démobilisation des mouvements paysans du Tiers Monde depuis les années soixante et de l'ambition de leur séparation des mouvements nationalistes urbains, une stratégie de création d'unités de production sur la base familiale a été mise en oeuvre dans les pays du Tiers Monde. Dans le langage de la rhétorique de la Guerre Froide, cela donne des programmes visant à « préserver la dignité de l'individu » et assurer « le futur de la démocratie dans le monde » - comme nous le rappelle Farshad Araghi, dans « *The great global enclosure of our times* ».

Les réformes mises en marche se concrétisèrent par des distributions modestes de terre, alors que la plus grande partie des terres les plus productives est laissée à la disposition des grands propriétaires. Des données sur l'Amérique latine indiquent qu'en 1980, par exemple, près de 80% des petits propriétaires en Amérique latine occupaient 20% de la surface cultivée, tandis que 20% des grands propriétaires commerciaux occupaient 80% de la surface de terre.

Encore selon Araghi, dans l'après-guerre, le processus de formation d'une base paysanne de production agricole, à travers la distribution de terres est accompagné par le processus d'effet opposé de destruction de la production paysanne, en raison des migrations vers les villes. Les effets de ces processus contradictoires sont évidents. La différenciation de classe dans le Tiers Monde rural suit des taux extrêmement bas, quand la désappropriation à travers de la migration prédominait sur la désappropriation à travers la différenciation. **Des données concernant le Tiers Monde indiquent qu'entre 1950 et 1975 les migrants ont cru de 230% de plus que pendant les vingt cinq années antérieures (1925-1950).** En second lieu, la compensation des effets de la désappropriation massive via l'exode rural, se concrétise par l'action de l'État, qui finance les entrants, soutient les prix agricoles et accorde des subventions. « *Le processus de déclin absolu de la paysannerie du Tiers Monde a commencé avec la restructuration globale et la dénationalisation de l'agriculture dans le Tiers Monde* ».

Ces données sur le Tiers Monde, considérées dans leur ensemble, sont particulièrement parlantes en ce qui concerne le Brésil. Les politiques des années soixante-dix (dans la continuité des stratégies soutenues par les gouvernements militaires), sont dépassées et les réformes dans l'agriculture perdent de leur force au gré des gouvernements qui se succèdent. **L'agriculture brésilienne, ainsi que dans le reste du Tiers Monde, est marquée par les efforts de construction et de renforcement du modèle exportateur agroindustriel.** Dans cette phase, les politiques de « réduction de la pauvreté » ont pris corps sous le parrainage de la Banque Mondiale. La restructuration mondiale en marche lie deux composantes principales. D'une part, la réorganisation de la division du travail à l'échelle mondiale, sous les auspices du capital financier global et de ses agences, se réalise au



bénéfice des entreprises transnationales, ce qui réaffirme les liens de dépendance du Sud par rapport au Nord. D'autre part, la redistribution radicale de la richesse des pauvres globaux vers les riches globaux, produit la réduction des gains que la paysannerie du monde, la classe travailleuse et la classe moyenne ont acquis entre 1945 et 1975. Les éléments indiqués ci-dessus ont été mis en oeuvre à travers les Plans d'Ajustement Structurel imposés par le Fond Monétaire International (FMI). Ils sont traduits en politiques internes de promotion de la dénationalisation et en mesures d'austérité, surtout depuis les années quatre-vingt.

Les éléments indiqués ci-dessus dessinent les contours de la nouvelle phase de la politique envers l'Amazonie en général, et l'État de l'Acre, en particulier. **L'effort de promotion de la production de base familiale est lié aux financements d'organismes internationaux orientés vers les actions dites de réduction de la pauvreté.** Au niveau fédéral, la notion de réforme définit la politique sociale, consolidant une position qui fait oublier le caractère structurel des inégalités.

Pour noircir le tableau, une situation paradoxale se dessine dans la région : on déplace - ou on tente de créer - une production de type paysanne dans les activités de cueillette, tout en poussant la production de base agricole des grandes exploitations. Une situation où l'élevage s'affirme comme le segment principal de la production régionale se dessine donc. Ce qui reste de la production paysanne est soumis à l'effort de transformation par l'introduction d'intrants dits « modernes » et par la formation de domaines de spécialisation.

La combinaison des objectifs de stabilité économique et de durabilité écologique ne paraît pas tracer le meilleur des chemins. Les unités paysannes appuyées sur une production diversifiée auraient, sans l'ombre d'un doute, des avantages, autant dans une perspective économique que dans une perspective écologique sur la production de grande échelle. Non seulement par le simple fait de pratiquer moins de brûlis – une agriculture de type itinérante peut produire des dommages permanents dans les structures forestières - mais, par sa capacité à internaliser les normes technologiques environnementalement plus adéquates pour la préservation environnementale, garantissant des cycles naturels qui assurent la gestion de la capacité productive des sols.

La disparition de l'unité paysanne, à travers la formation d'unités de production spécialisées, ne devrait pas être l'objectif des actions d'un gouvernement. La valorisation des grandes unités qui servent d'appui au modèle agroexportateur actuel, ne peut fonder la recherche d'objectifs d'inclusion sociale, d'amélioration dans la distribution de revenu et de richesse, et encore moins la préservation environnementale. **Le cadre actuel exige principalement la reconsidération des questions technologiques concernant les unités paysannes et leur**



préservation comme base des modèles de préservation environnementale et de soutien des programmes de sécurité alimentaire.

(Ce texte s'appuie, amplement, sur l'excellente discussion sur la paysannerie mondiale et la question agraire mondiale de Farshad Araghi, « *The Great global enclosure of our times : peasants end the agrarian question at the time of the twentieth century*”, in Bellamy Foster, et ali, Hungry for profit – the agribusiness threat to farmers, food an the environment)
